

L'alliance socialiste-communiste à la Province de Liège (1936-1949) : résumé

En juin 1936, le Parti communiste de Belgique s'essaie pour la première fois à l'exercice du pouvoir. Les mouvements sociaux et les aspirations de Front populaire lui offrent la possibilité de nommer deux hommes (Joseph Thonet et Henri Grogard) à la Députation permanente de la Province de Liège à travers une alliance avec le Parti ouvrier local. La direction nationale du PCB voit dans l'entente provinciale une passerelle vers les socialistes et une première étape vers l'unité des deux partis. Devant prouver leur capacité à gouverner, les élus communistes s'assagissent, collaborent loyalement et sérieusement. La majorité rouge réalise avec succès un programme progressiste comprenant extension des services publics, défense de l'enseignement officiel, œuvres sanitaires et sociales ou encore création du domaine provincial de Wégimont, « premier centre belge de vacances ouvrières ». La direction nationale du POB désapprouve cependant le pacte conclu par sa Fédération liégeoise et prend dès son congrès de 1937 des mesures pour éviter une reconduction sans son accord. L'anticommunisme des syndicats socialistes, les divergences de politique nationale des deux partis et une peur moindre de Rex fragilisent l'entente, qui rompt avec fracas quand les armées soviétiques envahissent la Pologne. Le PCB soutient toutefois toujours la politique provinciale et ses députés permanents s'accrochent à leur poste pendant que l'exécutif fonctionne au ralenti. La guerre change la donne. Profitant du vide du pouvoir, le communiste Henri Grogard organise en mai 1940 une Députation permanente ouverte aux libéraux et catholiques et gère les affaires courantes avant d'être chassé par l'occupant. L'action résistante et le martyr communistes durant l'occupation, observables parmi le Conseil provincial autant qu'à l'échelle nationale, rendent à la Libération le PCB incontournable. L'alliance est reformée en septembre 1944 avec inclusion des libéraux. Le travail des élus provinciaux consiste alors prioritairement à reconstruire le pays et rétablir les institutions. Leur activité se déploie par la suite surtout dans le domaine de l'enseignement, notamment de l'enseignement féminin, par la création d'établissements ou la reprise d'écoles sous pavillons provinciaux, dans celui de l'orientation professionnelle et dans celui des intercommunales. L'entrée progressive dans la Guerre froide détériore toutefois les relations du PCB avec les autres tendances politiques. Les mauvais résultats au scrutin de 1949 sonne le glas définitif de la participation communiste au pouvoir provincial.